

Aux élus de la majorité présidentielle et à quelques autres.

Il est encore temps de changer de politique

pour l'égalité des droits !

Dix années durant, nous avons combattu côte à côte la politique d'immigration dévastatrice de Sarkozy. Nous nous sommes retrouvés dans la rue, devant les préfectures et les centres de rétention, signataires d'innombrables pétitions, parrains et marraines d'enfants, de jeunes et de familles, proclamant notre refus d'une politique stérile et malfaisante qui dévaste des vies et nous déconsidère aux yeux des peuples du Sud. Des milliers de photos et de vidéos, chargées d'émotions, témoignent de ces combats communs.

Même si le candidat François Hollande s'est montré timoré dans ses prises de position sur l'immigration, le 6 mai laissait espérer un véritable changement sur ces questions. Des mesures en faveur des sans papiers, certes, du droit de vote des étrangers, la fin des contrôles au faciès, bien sûr. Mais aussi des gestes qui disent à tous les habitants de ce pays qu'ils sont ici chez eux, qu'ils sont légitimement de ce pays, qu'ils sont ce pays.

Au-delà de ceux qu'elle visait explicitement, les sans papiers, les Roms, les jeunes des quartiers, la politique d'exclusion de Sarkozy atteignait et blessait en réalité toutes celles et tous ceux dont le nom, le prénom, la couleur de peau ou le visage disent que leur patrimoine génétique n'est pas que berrichon mâtiné auvergnat et, par ricochet, tous ceux qui vivent avec eux, travaillent quotidiennement ou partagent des loisirs avec eux, les aiment et font des enfants avec eux.

Les mesures courageuses attendues du nouveau président auraient eu valeur de symbole, bien au-delà des catégories directement concernées. Le recul sur les contrôles d'identité, la poursuite de la destruction des bidonvilles Roms, les tergiversations sur le vote des étrangers, le refus répété d'une régularisation massive sont d'inutiles dérobades. Ce n'est pas pour ça que vous avez été élu(e)s. L'électorat de droite, travaillé par l'extrême-droite, ne s'en satisfera pas. La base sociale, le pays réel, auquel le gouvernement devrait s'adresser est déçue, désorientée bientôt dépitée. Il s'agit d'un malaise profond et d'une question grave. Des pans entiers de la société française se sentent exclus, marginalisés, méprisés, suspectés. La précarité et l'exclusion sont les terrains de l'incivilité et de la délinquance. Quand la seule réponse est la répression comme ce fut le cas des années durant... et comme cela semble devoir l'être encore, la machine à produire des Mohamed Merah a de beaux jours devant elle. L'actualité le prouve.

Les réponses à ces problèmes existent. Le président Hollande a les moyens de les donner. Tenir bon sur les contrôles d'identité, accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales. Régulariser ceux que la politique de Sarkozy a transformés en sans papiers. Autant de gestes qui affirmeraient publiquement, avec éclat, que les divisions artificielles entretenues délibérément par le régime précédent n'avaient plus lieu d'être. Que le métissage de la population est irréversible et un enrichissement pour tous. Que Mohamed et Aminata sont maintenant des prénoms français comme François ou Valérie et autant que Manuel ou Carla. Que blacks blancs et beurs sont de plein droit de ce pays et qu'ils y ont un avenir commun.

La société y est prête. Les actions de solidarité avec les lycéens sans papiers, avec les parents sans papiers d'enfants scolarisés, avec les travailleurs sans papiers en grève ont mis au jour une évolution en profondeur de la population de ce pays qui se sait métissée, l'assume, voire le revendique. Ce n'est pas pour rien que Yannick Noah, Zinedine Zidane et Omar Sy sont les personnalités préférées !

Certes, les sondages montrent un certain recul de l'opinion sur ces questions. C'est ainsi qu'alors qu'il était très majoritairement souhaité, le vote des étrangers ne le serait plus. Ce n'est pas étonnant : à ce jour non seulement le gouvernement ne s'est pas engagé dans la bataille idéologique qu'il faudrait mener, mais il a même rendu des points au camp d'en face.

Le droit de vote des étrangers, l'acceptation des migrants sans papiers établis en France et la reconnaissance de leurs droits seraient des gestes éclatants à l'adresse de tous ceux qui ne se sentent pas pleinement acceptés et d'abord des milieux populaires précarisés et métissés. Qui pourrait générer quelque chose comme l'enthousiasme de la coupe du monde jadis ou, plus près de nous, celui de la foule mélangée qui, à sa grande surprise, avait accueilli le vainqueur de Le Pen à la Concorde. Mais en mieux.

Sans doute est-il tard. Il aurait probablement été préférable que cette bataille soit engagée dès le début du quinquennat. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas la mener. Il n'y a rien à gagner à ménager les thèses de la droite modérée qui suit la droite décomplexée qui elle-même file le train à l'extrême-droite.

Il y a urgence à engager cette bataille pour rendre la fierté d'appartenir à la société aux catégories exclues et adresser un message de fraternité à toutes celles et tous ceux perpétuellement renvoyés à leur condition « d'immigré », de la première, de la deuxième, de la nième génération, comme une éternelle malédiction.

A ce jour, l'action du gouvernement ne soulève guère d'enthousiasme. Il y a pourtant urgence ! Pour aboutir, pour triompher des idées toutes faites et de l'immobilisme, ces réformes doivent être mises en chantier très vite, dans les premières semaines, les premiers mois tout au plus, du mandat d'un président nouvellement élu, symbolisant la rupture avec l'ordre ancien et mettant au jour des évolutions en profondeur des mentalités.

C'est maintenant, dans les semaines qui viennent qu'il faut mettre ces réformes en chantier, celles qui resteront dans l'histoire comme l'acquis de François Hollande. Les mesures qui feront qu'à l'avenir, l'immigration cessera de n'être considérée que comme « un problème ». Ca ne règlera pas tout le reste. Mais ce sera quand même un progrès. Un vrai. Et, peut-être, la mise en mouvement du potentiel d'énergie, de créativité et d'enthousiasme aujourd'hui bridé par le poids du passé.

Signataires :

Gabriel Amard, Président de la Communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne et Président de l'association des élu-e-s du PG et apparentés, « La gauche par l'exemple »

Michel Andrieu, cinéaste

Dante Bassino, responsable commission migration PCF Paris

Francine Bavay, présidente de ECVF (élus contre les violences aux femmes), conseillère régionale EELV

Delphine Beauvois, Secrétaire nationale du Parti de Gauche à l'égalité Femmes-Hommes
Tarek Ben Hiba, Conseiller régional Ile-de-France, président de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)
Mohamed Ben Said, médecin, UTAC (Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne), membre de la FTCT
Richard Béraud, Secrétaire général de la FERC-CGT
Olivier Besancenot, porte-parole du NPA
Jean Bigot, producteur de films
Alain Bihr, Professeur émérite de sociologie à l'Université de Franche-Comté
Martine Billard, Co-présidente du Parti de Gauche
Damien de Blic, Maître de conférence en science politique à l'Université Paris 8
Antoine Boulangé, militant antiraciste, syndicaliste enseignant
Alima Boumediene-Thiéry, juriste internationale, ex-parlementaire, responsable associative
Ian Brossat, Président du groupe PCF/PG au Conseil de Paris
Philippe Camo conseiller régional PCF
Christiane Chombeau, Conseillère municipale de Colombes, Secrétaire nationale du PG
Clarika, chanteuse
Eric Coquerel, Conseiller régional IDF et secrétaire national du PG
Alexis Corbière, Conseiller de Paris, secrétaire national du Parti de Gauche
Brigitte Cerf, RESF Paris, syndicaliste FSU
Laurent Cantet, cinéaste
Didier Daeninckx, écrivain
Jacques Daguenet, adjoint au maire paris 11^{ème}, divers gauche
Jean-Michel Delarbre, RESF 93, membre du Comité central de la LDH
Marc Dolez, Député du Nord du Parti de Gauche
Nathalie Edme-Fessol, RESF Belgique
Mireille Fanon-Mendès-France, experte ONU, groupe de travail sur les personnes d'origine africaine
Eric Fassin, sociologue, Paris VIII
Hélène Franco, membre du BN du PG en charge des questions de justice et libertés
Jacques Gaillot, Evêque de Parténia
Jean Ganeval, Délégué régional LDH IDF pour le comité régional de la LDH Ile de France
Armelle Gardien, RESF 92
Vincent Gazeilles, Conseiller général des Hauts-de-Seine
Riva Gherchanoc, membre du bureau national du PG, animatrice de la commission Migrations
Pierre Gineste
Frédéric Goldbronn, cinéaste
Serge Guichard Président de l'ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne aux familles Roumaines, Roms)
Michel Husson, économiste à l'IRES, membre du Conseil scientifique d'Attac
Albert Jacquart, professeur en humanistique
Odile Jouanne, RESF 78
Christiane Klapisch-Zuber, Directrice d'études à l'EHESS
Pablo Krasnopolsky, RESF 94, syndicaliste CGT
Pierre Lafrance, RESF 94
André Landrain, militant du réseau Migrations-citoyenneté, PCF 92
Pascale Lenéouannic, conseillère régionale IDF, secrétaire nationale du PG
Philippe Lioret, cinéaste
Noël Mamère, Député EELV

Jean-Claude Mamet, Romainville
Elisa Martin, conseillère régionale Rhône Alpes
David Mbanza, Conseiller régional Ile de France
Nathalie M'Dela-Mounier, écrivain
Christophe Miqueu, membre du Bureau national du PG
Claire Monod, Conseillère Régionale IdF, Vice présidente du groupe EELV
Professeur Marie-Rose Moro, université Paris Descartes
Richard Moyon, RESF 92
Laurent Mucchielli, sociologue
Sylvain Mustaki, producteur de spectacles, Rock sans papiers entre autres
Nadia Nguyen, RESF 91
Guillaume Pigeard de Gurbert, Professeur de philosophie de première supérieure
Patrick Pelloux, médecin, syndicaliste
Patrick Peugeot, président de la Cimade
Christine Poupin porte-parole du NPA
Philippe Poutou, porte-parole du NPA
Christophe Ruggia, cinéaste
Laurence Sauvage, Conseillère régionale Nord Pas-de-Calais, secrétaire nationale Front des Luttes
Judith Shan, Conseillère régionale Ile de France
Danielle Simonnet, Conseillère de Paris, secrétaire nationale du PG aux Migrations
Anthony Smith, responsable CGT Ministère du Travail, Châlons en Champagne
Mylène Stambouli, avocate, Paris
Pierre Tartakowsky, président de la LDH
Jean-Pierre Thorn, cinéaste
Lilian Thuram
Catherine Tourier, RESF Lyon
Marcel Trillat, journaliste, réalisateur
Jérôme Valluy, Professeur de sociologie politique à l'Université Panthéon-Sorbonne-Paris 1
Agnès Verdurand
Marie-Christine Vergiat, Députée européenne
Brigitte Wieser, RESF 75
Henriette Zoughebi, Vice-présidente du Conseil régional Ile de France